



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

03-09-2014

GOOD YEAR : DEHORS MAIS PAS MORTS

Le syndicat CGT Good Year intervient auprès de la préfecture, du conseil régional, du conseil général, de la DIRECTTE (l'Inspection Régionale du travail) (1), de pôle emploi afin de les rappeler à leurs bons souvenirs et aux promesses faites aux salariés.

Après avoir mené une lutte exemplaire depuis 2007, une bataille non-stop contre le projet de délocalisation du site d'Amiens Nord et la suppression de 1143 emplois, les salariés demandent aujourd'hui à Good Year et aux instances politiques et économiques responsables de leur situation de tenir leurs engagements.

Des actions sont prévues sur la Zone Industrielle Nord d'Amiens et aussi ailleurs. Les pneus et les barbecues sont prêts et personne ne doute que l'hiver sera très chaud.

Tous, à tous les niveaux sont mouillés dans la situation où se trouvent les ex-Good Year, que ce soit la DIRECTTE qui a validé le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) sans étudier le dossier, le préfet donc le représentant de l'état en Picardie qui a mis à la disposition de Good Year tous les moyens de fermer le site d'Amiens Nord.

Pendant 7 ans de lutte exemplaire les salariés avec leur syndicat CGT n'ont cessé de dire, d'interpeller toutes les instances jusqu'au plus haut niveau de l'état sur le fait que la fermeture d'Amiens n'avait aucune justification économique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : **Good Year va verser le double de dividendes aux actionnaires, soit 800 millions de dollars au lieu des 400 millions prévus. Le PDG de Good Year prévoit une croissance du résultat net de 10 à 15 % sur les 3 années à venir !!!**

La situation financière de Good Year est à son plus haut niveau depuis la création du groupe Good Year Monde.

Cela fait 7 mois que la grande majorité des salariés a reçu sa notification de licenciement et 98 % d'entre eux se sont inscrits à la cellule de reclassement

SODIE (coût 30 millions d'euros !!!) qui d'après certains devait être la solution extraordinaire pour retrouver un emploi. A ce jour 47 personnes retravaillent. A quels taux, combien en emplois précaires ?

Du pacte de responsabilité à l'accord sur la compétitivité, le MEDEF qui dirige le pays obtient des sociaux-libéraux qui gouvernent tous les avantages. Des milliards sont versés sans aucun contrôle aux multinationales qui délocalisent dans les pays à bas-coûts.

Good Year délocalise non seulement la production et les emplois, mais surtout la finance via sa structure financière au Luxembourg pour laquelle il ne paye aucun impôt en France et cela avec la bénédiction de ceux qui augmentent les impôts des plus pauvres !!!

NON les Good Year ne sont pas morts ! Ils ont décidé de se bouger comme cela a été fait depuis des années. Les salariés ont perdu leur emploi sur Amiens Nord mais sûrement pas leur conviction à lutter pour un avenir meilleur. Certains ont dit et écrit qu'il fallait passer à l'ère « après Good Year » sur la Zone Industrielle (dixit Alain Gest président UMP d'Amiens Métropole), c'est enterrer trop vite la détermination des Good Year. Il va falloir apporter des réponses aux questions des salariés qui attendent toujours quel va être l'avenir de l'activité FARM (pneus agricoles) sur Amiens Nord (330 emplois promis par l'américain Taylor). Mais nous savons qu'en système capitaliste, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Le dossier est toujours dans les tiroirs du ministère du « rabaissement productif » et les salariés ont bien l'intention d'aller chercher les réponses après des responsables politiques qui les ont trahis. Trop d'acteurs externes ont menti, trahi, vendu les Good Year. Ceux-ci vont démontrer prochainement une fois de plus que même hors du site il est possible de penser, discuter, s'unir pour exiger un avenir pour eux et leur famille. Ceux qui ont laissé faire, qui ont aidé à la fermeture, qui n'ont fait que critiquer la CGT et les salariés en lutte, tous ceux là ont une responsabilité dans la fermeture, dans les licenciements et ont donc maintenant le devoir d'agir pour que l'avenir ne se résume pas à une exclusion sociale programmée. Les Good Year sont toujours mobilisés, ils continueront à aller chercher avec tous les moyens de la lutte ce qu'ils sont légitimement en droit d'exiger pour eux et leurs proches.

Plus que jamais l'avenir appartient à ceux qui luttent.

Comme depuis l'origine du conflit « Communistes » soutient sans réserve les Good Year et leur syndicat CGT dans toutes les actions qu'ils auront choisies pour lutter contre le capital et le gouvernement à sa solde.

(De notre correspondant à Good Year)

(1) DIRECTTE : Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi